

## Déclaration du Groupe ATS – 6 octobre 2025 – DGF des EPLE



Comme chaque année le CESER est appelé à porter un avis sur la DGF des EPLE. Le groupe ATS souligne les efforts des services de la Région pour répondre précisément et en toute transparence aux questions du CESER.

A nouveau cette année, les lycées publics de la région auront des difficultés importantes à couvrir toutes leurs dépenses. Dans le même temps des millions d'argent public continuent de financer les établissements privés aux objectifs parfois forts différents.

Avec 88,3 M€ contre 95M€ l'an dernier la dotation globale est en baisse. Comment comprendre ce choix alors que le coût du gaz reste plus de deux fois supérieur à celui de 2022 et rien n'indique, comme le rapport avis l'évoque, qu'en 2026 les coûts de viabilisation baisseront significativement. D'autant que les coûts de certaines fournitures ou services ne cessent eux aussi d'augmenter

47 établissements en règlement conjoint, 21 en demande de versements anticipés, des demandes de dotations complémentaires à un niveau inédit, des craintes de voir de nombreux établissements en cessation de paiement dès ce mois d'octobre et donc dans l'impossibilité de payer leurs factures jusqu'en décembre, les EPLE de la région ne vont pas bien et beaucoup n'ont toujours pas pu régler des factures d'énergie datant de 2023. Et ce ne sont pas les dotations complémentaires promises qui vont suffire.

Il n'y aura pas de baisse des dépenses énergétiques sans par un vrai plan ambitieux de rénovation du bâti scolaire et l'externalisation de la maintenance des systèmes de chauffage désormais généralisée n'a pas fait la démonstration de son efficacité.

Faut-il penser que la décentralisation touche à ses limites car il en va de la manière avec laquelle toute une génération de lycéens d'une région socialement défavorisée comme la nôtre vont pouvoir être accueillis dans de bonnes conditions de formation et d'enseignement. Moindre entretien au quotidien des locaux et des matériels, réduction drastique des activités pédagogiques, l'austérité est partout.

Le groupe ATS acte positivement la mise en place d'un nouveau mode de calcul. Il était temps car les fonds de roulement sont très souvent épuisés. Cependant celui-ci en partie constitué d'une dotation à l'élève s'installe alors que les effectifs vont désormais baisser ce qui n'était pas le cas depuis 2017. S'agit-il alors d'un moyen d'aller encore plus vers une logique austéritaire ? D'autant que la garantie de stabilité limitant les hausses et les baisses masque les effets réels cette année de ce nouveau calcul et permet surtout de rentrer dans une enveloppe contrainte. Sur 108 établissements en baisse, 61 baissent de 15%. Certains lycées se retrouvent avec une baisse drastique de leur dotation de près de 50% en 2 ans. 153 autres voient leur dotation augmenter mais 140 avec une hausse bloquée à 5%. Auraient-ils du recevoir beaucoup plus en réalité ?

La communauté éducative est inquiète. Cette DGF 2026 ne va pas la rassurer.